

Les nouveaux accusateurs de la presse périodique en parlent comme si elle était un être moral, qui délibère, se détermine et agit, et pour exprimer cette solidarité, on a inventé le mot *Journalisme*. Il est vrai qu'on avait d'abord parlé avec la même impropriété de langage des bienfaits du journalisme, de la puissance du journalisme, comme maintenant on signale les crimes du journalisme. On en avait fait le roi de la société; maintenant on le détrône, on le poursuit, on le juge comme un tyran. Eh! bien, ce n'est ni un roi, ni un tyran, pas même un être moral, un être de raison; car pour cela, il faudrait qu'il y eut union et société entre tous les hommes qui usent de la presse périodique. Au contraire, il s'en faut tant qu'ils aient les mêmes idées et les mêmes intérêts, qu'ils n'emploient l'instrument qui appartient à tout le monde, que pour se livrer entr'eux des combats dans le domaine de l'opinion et de l'intelligence? Comment répondraient-ils donc les uns pour les autres? Comment surtout l'instrument répondrait-il, lui aveugle, de l'usage si divers qu'on en fait!

Ainsi la presse n'est pas un pouvoir public; son usage n'est qu'un mode de manifestation de l'individu, qu'un développement de sa puissance personnelle. La liberté de la presse n'existe qu'à la condition de servir à tous. Ainsi, il faut s'attendre en l'admettant, qu'il ne s'élèvera pas dans la société une croyance, un parti, un intérêt, une idée, qu'elle ne lui serve de véhicule, d'arme offensive ou défensive. Elle sera employée à l'aide du mensonge comme de la vérité, de la folie comme de la raison. Mais si à la fin la vérité doit l'emporter sur le mensonge, la justice sur l'iniquité, le droit sur l'oppression, la libre manifestation de la pensée aura hâté le jour du triomphe; car elle aura